

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1987.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 juin 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1987.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 juni 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

F. 87 — 1206

6 JUILLET 1987. — Arrêté royal
portant exécution de la loi du 27 février 1987
relative aux allocations aux handicapés

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, modifiée par l'arrêté royal n° 536 du 31 mars 1987;

Vu l'avis du Conseil supérieur national des handicapés, donné le 10 avril 1987;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 juin 1987;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de notre Secrétaire d'Etat à la Santé Publique et à la Politique des Handicapés et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté il y a lieu d'entendre par :

— la loi : la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

— Ministre : le Ministre qui a la sécurité sociale dans ses attributions;

— allocations : l'allocation de remplacement de revenus et l'allocation d'intégration;

— bourgmestre : le bourgmestre, ou le fonctionnaire de l'administration communale délégué par le bourgmestre.

Art. 2. Pour l'application de l'article 3 de la loi, il y a lieu d'entendre par « enfant à charge » l'enfant pour lequel le handicapé ou la personne avec laquelle il est établi en ménage au sens de l'article 4, alinéa 3 perçoit des allocations familiales.

Art. 3. § 1er. Pour l'application de l'article 4, § 1er, alinéa 3, de la loi la résidence réelle en Belgique est établie par l'inscription au registre de la population ou au registre des étrangers.

§ 2. La période de résidence réelle en Belgique pendant au moins les cinq dernières années avant la date d'introduction de la demande n'est pas considérée comme interrompue par un séjour à l'étranger qui n'excède pas trois mois par année civile.

Le Ministre peut, dans des catégories de cas ou dans des cas individuels dignes d'intérêt, accorder une exemption de la durée requise de cinq ans de résidence en Belgique ou réduire cette durée.

Pour des catégories de cas, il demande au préalable l'avis du Conseil supérieur national des handicapés, pour des cas individuels il demande au préalable l'avis de la Commission d'aide sociale aux handicapés.

§ 3. La condition de résidence réelle en Belgique durant la période à raison de laquelle une allocation est versée n'est pas exigée du handicapé :

— qui séjourne moins de trois mois par année civile à l'étranger;

— qui séjourne à l'étranger, même plus de trois mois, parce qu'il est admis en traitement dans un hôpital ou dans un autre établissement de soins;

— qui a sa résidence chez un parent ou allié qui est obligé ou dont le conjoint est obligé de séjourner temporairement à l'étranger pour y effectuer une mission ou y exercer des fonctions au service de l'Etat belge.

5

N. 87 — 1206

6 JULI 1987. — Koninklijk besluit
tot uitvoering van de wet van 27 februari 1987
betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 536 van 31 maart 1987;

Gelet op het advies van de Nationale Hoge Raad voor gehandicapten, gegeven op 10 april 1987;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 10 juni 1987;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

— de wet : de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

— Minister : de Minister die de sociale zekerheid onder zijn bevoegdheid heeft;

— tegemoetkomingen : de inkomensvervangende en de integratie-tegemoetkoming;

— de burgemeester : de burgemeester, of de door de burgemeester gemachtigde ambtenaar van het gemeentebestuur.

Art. 2. Voor de toepassing van artikel 3 van de wet moet worden verstaan onder « kind ten laste » het kind waarvoor de gehandicapte of de persoon met wie hij een huishouden vormt in de zin van artikel 4, derde lid, kinderbijslag ontvangt.

Art. 3. § 1. Voor de toepassing van artikel 4, § 1, derde lid, van de wet wordt het werkelijk verblijf in België bewezen door de inschrijving in het bevolkingsregister of vreemdelingenregister.

§ 2. De periode van werkelijk verblijf in België gedurende ten minste de laatste vijf jaar vóór de dag waarop de aanvraag is ingediend wordt niet geacht onderbroken te zijn door een verblijf in het buitenland dat drie maand per kalenderjaar niet overschrijdt.

De Minister kan in behartigenswaardige categorieën van gevallen of individuele gevallen, van de vereiste vijf jaar in België te verblijven, vrijstelling geven van of die duur inkorten.

Voor categorieën van gevallen vraagt hij vooraf het advies van de Nationale Hoge Raad voor gehandicapten, voor individuele gevallen vraagt hij vooraf het advies van de Commissie voor sociaal hulpbezoek aan de gehandicapten.

§ 3. De voorwaarde van werkelijk verblijf in België tijdens de periode waarvoor een tegemoetkoming wordt uitgekeerd wordt niet vereist van de gehandicapte die :

— minder dan drie maand per kalenderjaar in het buitenland vertoeft;

— in het buitenland vertoeft, zelfs langer dan drie maand, omdat hij ter verpleging in een ziekenhuis of een andere instelling voor ziekenverpleging is opgenomen;

— zijn verblijfplaats heeft bij een bloed- of aanverwant die verplicht is, of waarvan de echtgenoot verplicht is tijdelijk in het buitenland te vertoeven om er een zending uit te voeren of functies uit te oefenen in dienst van de Belgische Staat.

Le handicapé qui s'absente du Royaume est obligé d'en aviser le Ministre dans le mois de son départ, en indiquant la durée prévue de son absence et, si celle-ci est supérieure à trois mois, le motif du déplacement.

Le Ministre peut autoriser un handicapé à séjourner à l'étranger pour une période supérieure à trois mois lorsque des circonstances particulières justifient un séjour d'une telle durée.

Art. 4. Le montant annuel de l'allocation de remplacement de revenus, visée à l'article 6, § 1er, de la loi est fixé à :

1. 250 742 F pour un bénéficiaire ayant des personnes à charge;
2. 188 055 F pour un bénéficiaire isolé;
3. 125 380 F pour un bénéficiaire cohabitant.

Est considéré comme :

1° bénéficiaire ayant des personnes à charge : le bénéficiaire marié, non séparé de fait ou de corps, le bénéficiaire établi en ménage et le bénéficiaire ayant au moins un enfant à charge;

2° bénéficiaire isolé : le bénéficiaire qui vit seul;

3° bénéficiaire cohabitant : le bénéficiaire qui n'appartient pas à une des catégories visées au 1° et 2°.

Pour l'application de l'alinéa précédent, il faut entendre par :

a) être établi en ménage : toute cohabitation entre personnes de sexe différent, sauf lorsque ces personnes sont parentes ou alliées jusqu'au troisième degré inclusivement;

b) enfant à charge : l'enfant reconnu à charge du bénéficiaire dans un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Toutefois, si le handicapé et son conjoint non séparé de fait ni de corps ou la personne avec laquelle le handicapé est établi en ménage ont chacun droit à une allocation de remplacement de revenus, le montant de celle-ci qui sera allouée au handicapé et à son conjoint ou à la personne avec laquelle il est établi en ménage, est égal, pour chacun d'eux, au montant visé à l'alinéa 1er, 3°.

Art. 5. Le montant annuel de l'allocation d'intégration varie en fonction du degré d'autonomie et est égal à 27 378 F, 93 293 F, 149 071 F ou 213 967 F selon que le handicapé appartient à la catégorie I, II, III ou IV telles que ces catégories sont définies par arrêté ministériel.

L'autonomie est mesurée à l'aide d'un guide et d'une échelle médico-sociale, fixée par arrêté ministériel et aux termes de laquelle il est tenu compte des facteurs suivants :

- possibilités de se déplacer;
- possibilités d'absorber ou de préparer sa nourriture;
- possibilités d'assurer son hygiène personnelle et de s'habiller;
- possibilités d'assurer l'hygiène de son habitat et d'accomplir des tâches ménagères;
- possibilités de vivre sans surveillance, d'être conscient des dangers et d'être en mesure d'éviter les dangers;
- possibilités de communiquer et d'avoir des contacts sociaux.

Art. 6. § 1er. Les plafonds visés à l'article 7, § 1er, alinéa 1er, de la loi s'élèvent à 12 500 F, 10 000 F ou 6 250 F par an selon qu'il s'agit d'un bénéficiaire ayant des personnes à charge, d'un bénéficiaire isolé ou d'un bénéficiaire cohabitant.

Ces plafonds ne peuvent être appliqués qu'une seule fois par personne handicapée, même lorsqu'on prétend tant à l'allocation de remplacement de revenus qu'à l'allocation d'intégration.

§ 2. Lorsque la personne handicapée bénéficie d'une pension, le plafond visé à l'article 7, § 1er, alinéa 1er, de la loi s'élève pour la pension à 44 000 F par an.

En ce cas les plafonds susmentionnés au § 1er, alinéa 1er ne sont pas appliqués.

§ 3. Toutefois, si la personne handicapée y trouve intérêt, seule l'allocation d'intégration est octroyée, dont le montant est diminué de la partie du revenu provenant d'un travail effectivement presté qui excède 250 000 F par an et de l'ensemble des autres parties constituantes du revenu.

Art. 7. Pour l'application de l'article 7, § 1er, de la loi, est considéré comme établi en ménage toute cohabitation visée à l'article 4, alinéa 3, a.

Art. 8. § 1er. L'allocation de remplacement de revenus et l'allocation d'intégration sont octroyées en fonction du résultat d'une enquête sur le revenu. On entend par « revenu » la somme des montants du revenu imposable globalement et du total des revenus

De gehandicapte die het land verlaat, is verplicht, binnen de maand van zijn vertrek, de Minister in te lichten omtrent de vermoedelijke duur van zijn afwezigheid en over de reden van de verplaatsing, indien deze langer dan drie maand duurt.

De Minister kan een gehandicapte toelating verlenen tot een verblijf in het buitenland voor een periode die langer duurt dan drie maand indien bijzondere omstandigheden een verblijf van zulke duur wettigen.

Art. 4. Het jaarlijks bedrag van de inkomensvervangende tegemoetkoming, beoogd in artikel 6, § 1, van de wet is vastgesteld op :

1. 250 742 F voor een gerechtigde met personen ten laste;
2. 188 055 F voor een alleenstaande gerechtigde;
3. 125 380 F voor een samenwonende gerechtigde.

Worden beschouwd als :

1° gerechtigde met personen ten laste : de gehuwde gerechtigde, die niet feitelijk noch van tafel en bed gescheiden is, de gerechtigde die een huishouden vormt en de gerechtigde die ten minste één kind ten laste heeft;

2° alleenstaande gerechtigde : de gerechtigde die alleen leeft;

3° samenwonende gerechtigde : de gerechtigde die niet tot één van de in 1° en 2° beoogde categorieën behoort.

Voor de toepassing van het vorig lid verstaat men onder :

a) een huishouden vormen : elke samenwoning van personen van verschillend geslacht, behalve wanneer die personen bloed- of aanverwanten zijn tot en met de derde graad;

b) kind ten laste : het kind erkend als ten laste van de gerechtigde in een regeling voor de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Zo nochtans de gehandicapte en zijn niet feitelijk noch van tafel en bed gescheiden echtgenoot of de persoon, met wie de gehandicapte een huishouden vormt, beide recht hebben op een inkomensvervangende tegemoetkoming, is het bedrag hiervan toegekend aan de gehandicapte en aan zijn echtgenoot of aan de persoon met wie hij een huishouden vormt, voor elk gelijk aan het bedrag beoogd in het eerste lid, 3°.

Art. 5. Het jaarlijks bedrag van de integratietegemoetkoming verschilt in functie van de graad van zelfredzaamheid en beloopt 27 378 F, 93 293 F, 149 071 F of 213 967 F, naar gelang de gehandicapte behoort tot de categorieën I, II, III of IV, zoals deze categorieën bij ministerieel besluit bepaald worden.

De zelfredzaamheid wordt gemeten aan de hand van een handleiding en van een medisch-sociale schaal, vastgelegd bij ministerieel besluit, en volgens welke rekening wordt gehouden met volgende factoren :

- verplaatsingsmogelijkheden;
- mogelijkheden om zijn voedsel te nuttigen of te bereiden;
- mogelijkheden om voor zijn persoonlijke hygiëne in te staan en zich te kleden;
- mogelijkheid om zijn woning te onderhouden en huishoudelijk werk te verrichten;
- mogelijkheid om te leven zonder toezicht, bewust te zijn van gevaar en gevaar te kunnen vermijden;
- mogelijkheid tot communicatie en sociaal contact.

Art. 6. § 1. De grenzen beoogd in artikel 7, § 1, eerste lid, van de wet worden vastgesteld op 12 500 F, 10 000 F of 6 250 F per jaar naar gelang het gaat om een gerechtigde met personen ten laste, een alleenstaande gerechtigde of een samenwonende gerechtigde.

Deze grenzen kunnen per gehandicapte slechts eenmaal toegepast worden, ook al wordt zowel op de inkomensvervangende tegemoetkoming als op de integratietegemoetkoming aanspraak gemaakt.

§ 2. Wanneer de gehandicapte een pensioen geniet dan wordt de grens beoogd in artikel 7, § 1, eerste lid van de wet t.a.v. het pensioen vastgesteld op 44 000 F per jaar.

In dit geval worden de grenzen hiervoor vermeld in § 1, eerste lid, niet toegepast.

§ 3. Indien de gehandicapte er evenwel voordeel bij heeft, wordt enkel de integratietegemoetkoming toegekend, waarvan het bedrag verminderd wordt met het gedeelte van het inkomen voortkomend uit werkelijk gepresteerde arbeid, dat 250 000 F per jaar overschrijdt en met het geheel van alle andere inkomensbestanddelen.

Art. 7. Voor de toepassing van artikel 7, § 1, van de wet, wordt als huishouden aanzien elke samenwoning beoogd in artikel 4, derde lid, a.

Art. 8. § 1. De inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratietegemoetkoming worden toegekend in functie van het resultaat van een onderzoek naar het inkomen. Onder « inkomen » wordt verstaan de som van de bedragen van het gezamenlijk belastbaar

imposables distinctement pris en considération pour l'imposition en matière d'impôt des personnes physiques et taxes additionnelles du handicapé, et, le cas échéant, de son conjoint non séparé de fait ni de corps ou de la personne avec laquelle il est établi en ménage. Ces données figurent sur l'avertissement-extrait de rôle, délivré par l'Administration des Contributions directes du Ministère des Finances, conformément à l'article 180 de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus.

Les données à prendre en considération en matière de revenu sont celles relatives à la deuxième année précédant celle au cours de laquelle la demande d'allocation est introduite.

Lorsque le handicapé est marié ou établi en ménage avec une autre personne, un abattement de 60 000 F est appliqué aux revenus de l'autre conjoint ou de la personne avec laquelle le handicapé est établi en ménage.

Lorsque le handicapé et son conjoint non séparé de fait ni de corps ou la personne avec laquelle le handicapé est établi en ménage, ont chacun droit à une allocation, il est tenu compte pour chacun des bénéficiaires de la moitié du revenu calculé de la façon susmentionnée. Dans ce cas l'abattement précité est fixé à 60 000 F pour l'ensemble des deux conjoints.

§ 2. L'avertissement-extrait de rôle ainsi que la note de calcul ou une copie ou photocopie certifiée conforme par le bourgmestre doivent être joints à la formule de demande d'allocation lors de l'introduction de celle-ci.

§ 3. Pour le demandeur, qui n'a pas rentré une déclaration à l'impôt des personnes physiques relative à l'année citée au § 1er, alinéa 3, le Service des Allocations aux handicapés établit lui-même, en remplacement du revenu non communiqué, le revenu réel pour l'année considérée. A cette fin le demandeur est tenu de communiquer toutes les données nécessaires, tant en ce qui le concerne que, le cas échéant, en ce qui concerne son conjoint ou la personne avec laquelle il est établi en ménage.

Pour les biens immobiliers, le revenu cadastral est pris en considération pour la fixation du revenu réel, visé à l'alinéa précédent.

Si le demandeur est propriétaire, possesseur, usufruitier, emphytéote ou superficiaire d'une maison d'habitation occupée par lui-même ou par son conjoint, le revenu cadastral de celle-ci n'entre en compte que dans la mesure où il excède 120 000 F. Ce montant est majoré de 10 000 F pour le conjoint et pour chacune des autres personnes à charge du contribuable conformément au Code des impôts sur les revenus, au 1er janvier de l'année visée au § 1er, alinéa 3.

§ 4. Le Service des Allocations aux handicapés peut à tout moment demander la collaboration des Administrations des Contributions directes et de l'Enregistrement et des Domaines du Ministère des Finances en vue du contrôle des données requises en matière de revenu et de biens immobiliers du demandeur et le cas échéant de son conjoint ou de la personne avec laquelle il est établi en ménage.

Art. 9. Lorsqu'avant la date de prise de cours de l'allocation, les données en matière d'état civil, de composition de famille, de cohabitation ou de revenu, qui ont servi de base pour la fixation du montant du revenu, figurant sur l'avertissement-extrait de rôle, sont modifiés, il est tenu compte de la nouvelle situation et le montant du revenu est adapté le cas échéant, pour autant que la modification du revenu atteigne 20 % au moins.

Dans ce cas, il sera également tenu compte du revenu du conjoint, en cas de mariage ou de fin de séparation des conjoints, et de celui de la personne avec laquelle le demandeur s'établit en ménage, en cas d'établissement en ménage. Inversement, en cas de décès, de séparation des conjoints ou de fin de cohabitation, il n'est plus tenu compte du revenu du conjoint ou de l'ex-conjoint ou de la personne avec laquelle le demandeur était établi en ménage.

Art. 10. Il y a bien lieu d'entendre par « séparation de fait des conjoints », la situation qui naît :

- a) lorsque les conjoints ont des résidences distinctes; cette situation est constatée par les inscriptions au registre de la population ou au registre des étrangers;
- b) lorsqu'un des conjoints est détenu en prison, interné dans un établissement de défense sociale ou un dépôt de mendicité.

inkomen en van het totaal van de afzonderlijk belastbare inkomsten, in aanmerking genomen voor de aanslag in zake personenbelasting en aanvullende belastingen van de gehandicapte en desgevallend van zijn noch feitelijk noch van tafel en bed gescheiden echtgenoot of van de persoon met wie hij een huishouden vormt. Deze gegevens komen voor op het aanslagbiljet, afgeleverd door de Administratie der directe belastingen van het Ministerie van Financiën overeenkomstig artikel 100 van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

De in aanmerking te nemen gegevens inzake inkomen zijn deze welke betrekking hebben op het tweede jaar voorafgaand aan dat in de loop waarvan de aanvraag om tegemoetkoming wordt ingediend.

Wanneer de gehandicapte gehuwd is of met een andere persoon een huishouden vormt wordt een abattement van 60 000 F toegepast op de inkomsten van de andere echtgenoot of van de persoon met wie de gehandicapte een huishouden vormt.

Wanneer de gehandicapte en zijn noch feitelijk noch van tafel en bed gescheiden echtgenoot of de persoon met wie de gehandicapte een huishouden vormt, beiden recht hebben op een tegemoetkoming, wordt voor elk van de gerechtigden rekening gehouden met de helft van het inkomen zoals hiervoor berekend. In dit geval bedraagt het hiervoor vermeld abattement t.a.v. beide gerechtigden samen 60 000 F.

§ 2. Het aanslagbiljet en de berekeningsnota of een door de burgermeester voor eenvormig verklaard afschrift of fotocopy ervan moeten bij de indiening van de aanvraag bij het formulier tot aanvraag van de tegemoetkoming gevoegd worden.

§ 3. Voor de aanvrager die betreffende het in § 1, derde lid, vermelde jaar geen aangifte in de personenbelasting heeft gedaan, stelt de Dienst voor Tegemoetkomingen aan gehandicapten, ter vervanging van het niet medegedeelde inkomen, voor dat beschouwde jaar het werkelijk inkomen zelf vast. Met het oog daarop is de aanvrager verplicht alle nodige gegevens mede te delen, zowel wat hemzelf betreft, als desgevallend wat betreft zijn echtgenoot of de persoon met wie hij een huishouden vormt.

Voor onroerende goederen wordt het kadastraal inkomen in aanmerking genomen bij de vaststelling van het in vorig lid beoogde werkelijke inkomen.

Is de aanvrager eigenaar, bezitter, vruchtgebruiker of gerechtigde op erfpacht of opstal van een woonhuis, bewoond door hemzelf of door zijn echtgenoot, dan wordt het kadastraal inkomen hiervan slechts in rekening genomen in de mate dat het 120 000 F te boven gaat. Dit bedrag wordt verhoogd met 10 000 F voor de echtgenoot en voor elk ander persoon te zijnen laste overeenkomstig het Wetboek van de inkomstenbelastingen op 1 januari van het in § 1, derde lid, vermelde jaar.

§ 4. De Dienst voor Tegemoetkomingen aan gehandicapten mag te allen tijde de medewerking vragen van de Administraties der Directe Belastingen en van Registratie en Domeinen van het Ministerie van Financiën, met het oog op de controle van de vereiste gegevens inzake inkomen en onroerende goederen van de aanvrager en desgevallend zijn echtgenoot of de persoon met wie hij een huishouden vormt.

Art. 9. Wanneer, voor de ingangsdatum van de tegemoetkoming, de gegevens inzake burgerlijke staat, samenstelling van het gezin, samenwoning of inkomen, welke tot grondslag gediend hebben voor de bepaling van het bedrag van het op het aanslagbiljet voorkomend inkomen, gewijzigd zijn, wordt rekening gehouden met de nieuwe toestand en het bedrag van het inkomen wordt desgevallend aangepast, voor zover de wijziging van dit inkomen minstens 20 % bedraagt.

Inzonderheid zal in dat geval, bij huwelijk of beëindiging van scheiding van de echtgenoten, tevens met het inkomen van de echtgenoot rekening gehouden worden en, bij vorming van een huishouden, met dat van de persoon met wie de aanvrager een huishouden vormt. Omgekeerd zal bij overlijden, bij scheiding van de echtgenoten of bij niet langer samenwonen, geen rekening meer worden gehouden met het inkomen van de (gewezen) echtgenoot of met dat van de persoon met wie de aanvrager een huishouden had gevormd.

Art. 10. Onder « feitelijke scheiding van de echtgenoten » moet worden verstaan de toestand die ontstaat :

- a) wanneer de echtgenoten onderscheiden verblijfplaatsen hebben; deze toestand wordt vastgesteld aan de hand van de inschrijvingen in het bevolkingsregister of vreemdelingenregister;
- b) wanneer één van de echtgenoten in de gevangenis is opgesloten, in een gesticht ter bescherming van de maatschappij of een bedelaarskolonie is opgenomen.

Il y a lieu d'entendre par « fin de la cohabitation de personnes qui sont établies en ménage », la situation qui naît :

a) lorsque les personnes qui étaient établies en ménage ont des résidences distinctes; cette situation est constatée par les inscriptions au registre de la population ou au registre des étrangers;

b) lorsqu'une des personnes qui étaient établies en ménage est détenue en prison, internée dans un établissement de défense sociale ou un dépôt de mendicité.

Pour l'application des articles 8 et 9 du présent ar. 8^{te}, il n'est tenu compte de la séparation de fait des conjoints ou de la fin de la cohabitation de personnes qui sont établies en ménage, que pour autant que ces situations durent pendant un an au moins.

Art. 11. Les dispositions réglementaires attribuant des allocations aux contrôleurs des contributions qui, dans le régime du revenu garanti aux personnes âgées, établissent les ressources et celles attribuant des allocations aux receveurs de l'enregistrement et des domaines du chef des renseignements qu'ils doivent fournir aux contrôleurs des contributions dans le même régime, sont applicables aux prestations qu'ils fournissent dans le cadre de la loi.

Art. 12. Pour l'introduction de la demande visée à l'article 8 de la loi, la personne handicapée est censée résider effectivement dans la commune dans laquelle elle est inscrite au registre de la population ou au registre des étrangers.

Pour l'exécution des formalités requises, le demandeur peut se faire représenter par une personne qu'il mandate spécialement à cette fin.

Le mandataire doit être majeur et porteur d'une procuration.

Si le demandeur ne sait pas signer, il appose une croix sur la demande; celle-ci est contresignée par le bourgmestre.

La demande peut être introduite au plus tôt le premier jour du douzième mois précédant celui au cours duquel le demandeur atteint l'âge de 21 ans ou, avant l'âge de 21 ans, à partir du jour où il est émancipé par le mariage ou a un enfant à charge.

Art. 13. Le bourgmestre prend note de la demande d'allocation sur une formule conforme au modèle fixé par le Service des Allocations aux handicapés; il y mentionne tous les renseignements relatifs à l'état civil, à la nationalité et au domicile du demandeur et éventuellement du conjoint et de la personne avec laquelle il est établi en ménage, visé à l'article 4, alinéa 3.

Le bourgmestre remet au demandeur un accusé de réception de la demande portant la date à laquelle il s'est présenté la première fois en vue d'introduire sa demande, ainsi que la formule de certificat médical, conforme au modèle fixé par le Service des Allocations aux handicapés.

Le demandeur est tenu de faire remplir et signer la formule de certificat médical par un médecin choisi par lui et de le faire parvenir en retour au bourgmestre dans un délai de quinze jours à compter de la date de sa remise par celui-ci.

Le Service des Allocations aux handicapés met à la disposition du bourgmestre les formules de demande et de certificat médical.

Art. 14. Le bourgmestre transmet sans délai au Ministre la demande accompagnée d'un extrait du registre de la population ou du registre des étrangers avec indication de la composition de la famille et de la date d'inscription dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers et du certificat médical nécessaire. Il fait de même pour la demande pour laquelle le certificat médical ne lui a pas été renvoyé dans le délai de quinze jours. Il y joint également les documents visés à l'article 8, § 2.

Le Service des allocations aux handicapés envoie une lettre de rappel lorsque le certificat médical ou les documents visés à l'article 8, § 2, manquent. Lorsqu'il n'est pas donné une suite favorable à celle-ci dans un délai de quinze jours, les allocations sont refusées. Par ailleurs, le demandeur est tenu de fournir endéans un délai de trente jours tous les renseignements demandés; il doit certifier qu'ils sont sincères et complets et permettre leur vérification, sinon les allocations peuvent également être refusées.

Art. 15. La déclaration, visée à l'article 8, § 2, de la loi est faite par simple lettre, adressée au Service des Allocations aux handicapés du Ministère de la Prévoyance sociale. Le déclarant mentionne dans celle-ci les éléments nouveaux qui seraient susceptibles de donner lieu à une réduction du montant de l'allocation.

Art. 16. Les expertises médicales pour l'octroi du droit aux allocations sont effectuées par un médecin du Service médical du Ministère de la Prévoyance sociale, par un médecin-inspecteur de Service

Onder « einde van de samenwoning van personen die een huishouden vormen » moet worden verstaan de toestand die ontstaat :

a) wanneer de personen die een huishouden vormden onderscheiden verblijfplaatsen hebben; deze toestand wordt vastgesteld aan de hand van de inschrijvingen in het bevolkingsregister of vreemdelingenregister;

b) wanneer één van de personen die een huishouden vormde in de gevangenis is opgesloten, in een gesticht ter bescherming van de maatschappij of een bedelaarskolonie is opgenomen.

Voor de toepassing van de artikelen 8 en 9 van dit besluit wordt met de feitelijke scheiding van de echtgenoten of met het einde van de samenwoning van personen die een huishouden vormen slechts rekening gehouden in zover deze toestanden minstens één jaar duren.

Art. 11. De reglementaire bepalingen tot toekenning van toelagen aan de controleurs der belastingen, die in de regeling voor gewaarborgd inkomen voor bejaarden de bestaansmiddelen vaststellen en deze tot toekenning van toelagen aan de ontvangers der registratie en domeinen wegens de inlichtingen welke zij in dezelfde regeling aan de controleurs der belastingen moeten verstrekken, zijn toepasselijk op de prestaties die zij verrichten in het kader van de wet.

Art. 12. Voor het indienen van de aanvraag bedoeld in artikel 8 van de wet, verblijft de gehandicapte werkelijk in de gemeente waar hij is ingeschreven in het bevolkingsregister of vreemdelingenregister.

De aanvrager kan zich voor het vervullen van de vereiste formaliteiten laten vertegenwoordigen door een persoon die hij daartoe speciaal machtigt.

De lasthebber moet meerderjarig zijn en drager van een volmacht.

Als de aanvrager niet kan ondertekenen zet hij een kruisje op de aanvraag; deze wordt medeondertekend door de burgemeester.

De aanvraag mag ten vroegste worden ingediend de eerste dag van de twaalfde maand voor deze tijdens welke de aanvrager de leeftijd van 21 jaar bereikt of, voor de leeftijd van 21 jaar, vanaf de dag waarop hij ontvoegd wordt door het huwelijk of een kind ten laste heeft.

Art. 13. De burgemeester noteert de aanvraag van tegemoetkoming op een formulier conform het door de Dienst voor Tegemoetkomingen aan gehandicapten vastgestelde model; daarop vermeldt hij alle inlichtingen met betrekking tot de burgerlijke staat, de nationaliteit en de woonplaats van de aanvrager en eventueel van de echtgenoot en van de persoon met wie hij een huishouden vormt zoals bedoeld in artikel 4, derde lid.

De burgemeester reikt de aanvraag een bewijs van ontvangst van de aanvraag uit, dat de datum vermeldt waarop hij zich voor de eerste maal heeft aangemeld voor het indienen van zijn aanvraag, alsook het formulier voor het geneeskundig getuigschrift, conform het door de Dienst voor Tegemoetkomingen aan gehandicapten vastgesteld model.

De aanvrager is ertoe gehouden het formulier voor het geneeskundig getuigschrift te laten invullen en ondertekenen door een geneesheer van zijn keuze en het terug te bezorgen aan de burgemeester binnen een termijn van vijftien dagen ingaande op de datum waarop deze het hem uitreikte.

De Dienst voor Tegemoetkomingen aan gehandicapten stelt de formulieren voor de aanvraag en het geneeskundig getuigschrift ter beschikking van de burgemeester.

Art. 14. De burgemeester zendt aan de Minister onverwijld de aanvraag samen met een uittreksel uit het bevolkingsregister of vreemdelingenregister met aanduiding van de samenstelling van het gezin en van de datum van inschrijving in het bevolkingsregister of vreemdelingenregister en het vereist geneeskundig getuigschrift toe. Hij doet dit ook met de aanvraag waarvoor het geneeskundig getuigschrift hem binnen de vijftien dagen niet werd teruggezonden. Hij voegt er ook de documenten, beoogd in artikel 8, § 2, bij.

De Dienst voor tegemoetkomingen aan gehandicapten zendt een herinneringsschrijven wanneer het geneeskundig getuigschrift of de documenten beoogd in artikel 8, § 2, ontbreken. Wanneer hieraan geen gunstig gevolg wordt gegeven binnen een termijn van vijftien dagen worden de tegemoetkomingen geweigerd. De aanvrager is er overigens toe gehouden binnen een termijn van dertig dagen alle gevraagde inlichtingen te verstrekken; hij moet bevestigen dat ze oprecht en volledig zijn en moet de verificatie ervan toelaten, zoniet kunnen de tegemoetkomingen eveneens geweigerd worden.

Art. 15. De aangifte, bedoeld bij artikel 8, § 2, van de wet wordt gedaan bij gewone brief gericht aan de Dienst voor Tegemoetkomingen aan gehandicapten van het Ministerie van Sociale Voorzorg. De aangever vermeldt hierin de nieuwe gegevens die tot een vermindering van het bedrag van de tegemoetkoming aanleiding zouden kunnen geven.

Art. 16. De medische onderzoeken voor de toekenning van het recht op tegemoetkoming geschieden door een geneesheer van de Medische Dienst van het Ministerie van Sociale Voorzorg, door een

du contrôle médical de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, ou par un médecin désigné à cet effet par le Ministre.

Sur demande motivée du médecin précité ou du handicapé, l'expertise médicale peut être élargie à une expertise pluridisciplinaire qui tient compte des constatations des experts ou des services, désignés à cet effet par le Ministre.

Le Service médical du Ministère de la Prévoyance sociale est chargé de l'évaluation et de la surveillance des activités du Service du contrôle médical de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité en ce qui concerne les examens médicaux effectués par ce dernier Service dans le cadre de la loi relative aux allocations aux handicapés.

Le Ministre peut donner des instructions au Service du contrôle médical de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité en vue d'une application uniforme de la loi et de ses arrêtés d'exécution.

Art. 17. Les expertises visées à l'article 16, alinéa 1er ont lieu sur demande du Service des allocations aux handicapés du Ministère de la Prévoyance sociale.

Le résultat de l'expertise doit être communiqué au Service visé à l'alinéa 1er endéans les trois mois.

Le Service médical du Ministère de la Prévoyance sociale ou le Service du contrôle médical de l'Institut national d'assurance-maladie invalidité réclame au demandeur les certificats médicaux jugés nécessaires.

Si le demandeur ne les fournit pas dans les trente jours, il lui est adressé une lettre de rappel. S'il n'y donne pas suite dans un délai de quinze jours, l'allocation est alors refusée.

Afin de pouvoir réaliser les expertises visées à l'alinéa 1er, une convocation est envoyée au demandeur. S'il omet de se présenter à l'expertise médicale, une deuxième convocation lui est envoyée. S'il néglige d'y donner suite, l'allocation est refusée.

L'intéressé incapable de se déplacer est examiné sur place.

Art. 18. La décision relative à la demande d'allocation est motivée, datée, signée et notifiée. Cette notification fait mention de la possibilité de recours contre la décision, du délai dans lequel ce recours doit être introduit et du siège de la juridiction à laquelle ce recours doit être adressé.

Art. 19. Sans préjudice de l'application de l'article 32, le droit à l'allocation prend cours à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le demandeur satisfait aux conditions prévues par la loi et au plus tôt le premier jour du mois qui suit la date d'introduction de la demande.

Art. 20. Les demandes en révision sont introduites auprès du bourgmestre de la manière prévue aux articles 12 et 13.

Elles peuvent tendre à une révision de l'appréciation de la capacité de gain ou du degré d'autonomie du handicapé, en raison d'un changement de son état physique ou psychique, ou bien du fait de remplir les autres conditions d'octroi.

Seulement dans le cas où une révision de l'appréciation de la capacité de gain ou du degré d'autonomie, en raison d'un changement de l'état physique ou psychique, est demandée, il faut joindre à la demande en révision un certificat médical récent conforme au modèle établi par le Service des Allocations aux handicapés.

Art. 21. Il est procédé d'office à une révision du droit à l'allocation :

1° lorsqu'une modification de nature à entraîner la suppression, la diminution ou le non paiement de l'allocation est constatée dans le chef du bénéficiaire;

2° lorsque le bénéficiaire fait la déclaration visée à l'article 8, § 2, alinéa 1er, de la loi;

3° lorsque la décision d'octroi a été prise sur la base d'éléments à caractère provisoire ou évolutif;

4° cinq ans après la première date d'effet de la dernière décision d'octroi d'une allocation. Toutefois, cette révision ne porte pas sur l'appréciation de la capacité de gain ou du degré d'autonomie.

Art. 22. La révision est instruite conformément aux dispositions des articles 8, 10, 16, 17 et 18.

Art. 23. § 1er. Sans préjudice de l'application des paragraphes suivants lorsqu'ils y donnent lieu, la révision sur demande sort ses effets le premier jour du mois qui suit la date d'introduction de la demande.

geneesheer-inspecteur van de Dienst voor geneeskundige controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering of door een geneesheer, daartoe aangewezen door de Minister.

Op gemotiveerde aanvraag van voormelde geneesheer of van de gehandicapte, kan het medisch onderzoek worden uitgebreid tot een pluridisciplinair onderzoek dat rekening houdt met de bevindingen van de deskundigen of diensten, daartoe aangewezen door de Minister.

De Medische Dienst van het Ministerie van Sociale Voorzorg is belast met de evaluatie van en het toezicht op de activiteiten van de Dienst voor geneeskundige controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering wat betreft de medische onderzoeken die deze laatste Dienst verricht in het kader van de wet betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten.

De Minister mag aan de Dienst voor geneeskundige controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering instructies geven met het oog op een eenvormige toepassing van de wet en van haar uitvoeringsbesluiten.

Art. 17. De in artikel 16, eerste lid, bedoelde onderzoeken geschieden op verzoek van de Dienst voor Tegemoetkomingen aan gehandicapten van het Ministerie van Sociale Voorzorg.

Het resultaat van het onderzoek moet worden medegedeeld aan de in het eerste lid bedoelde Dienst binnen de drie maand.

De Medische dienst van het Ministerie van Sociale Voorzorg of de Dienst voor geneeskundige controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering vordert van de aanvrager de geneeskundige getuigschriften die noodzakelijk geacht worden.

Indien de aanvrager die niet binnen dertig dagen toestuurt, wordt hem een herinneringsbrief gezonden. Geeft hij hieraan geen gevolg binnen een termijn van vijftien dagen, dan wordt de tegemoetkoming geweigerd.

Teneinde de in het eerste lid bedoelde onderzoeken te kunnen verrichten wordt aan de aanvrager een oproeping gestuurd. Indien hij nalaat zich voor het geneeskundig onderzoek aan te melden, wordt hem een tweede oproeping gestuurd. Indien hij er geen gevolg aan geeft, wordt de tegemoetkoming geweigerd.

De belanghebbende die in de onmogelijkheid verkeert zich te verplaatsen, wordt ter plaatse onderzocht.

Art. 18. De beslissing betreffende de aanvraag van tegemoetkoming wordt gemotiveerd, gedagtekend en ondertekend en betekend. Die betekening maakt melding van de mogelijkheid van beroep tegen de beslissing, van de termijn binnen welke dat beroep moet ingediend worden en van de zetel van de rechtsmacht waaraan dat beroep moet gericht worden.

Art. 19. Onverminderd de toepassing van artikel 23 gaat het recht op de tegemoetkoming in op de eerste dag van de maand volgend op die in de loop waarvan de aanvrager voldoet aan de voorwaarden bepaald bij de wet en ten vroegste de eerste dag van de maand die volgt op de datum van de indiening van de aanvraag.

Art. 20. De aanvragen om herziening worden ingediend bij de burgemeester op de wijze als voorzien in de artikelen 12 en 13.

Zij kunnen strekken tot herziening ofwel van de beoordeling van het vermogen tot verdienen of van de graad van zelfredzaamheid van de gehandicapte, wegens een wijziging van zijn lichamelijke of psychische toestand, ofwel van het voldoen aan de andere toekeningsvoorwaarden.

Alleen wanneer een herziening van de beoordeling van het vermogen tot verdienen of van de graad van zelfredzaamheid, wegens een wijziging van de lichamelijke of psychische toestand, gevraagd wordt, moet een recent geneeskundig getuigschrift, conform aan het door de Dienst voor Tegemoetkomingen aan gehandicapten vastgestelde model, bij de aanvraag om herziening gevoegd worden.

Art. 21. Er wordt ambtshalve overgegaan tot een herziening van het recht op de tegemoetkoming :

1° wanneer een wijziging wordt vastgesteld in de toestand van de gerechtigde, die de afschaffing, de vermindering of de niet-betaling van de tegemoetkoming kan tot gevolg hebben;

2° wanneer de gerechtigde de aangifte doet als bedoeld in artikel 8, § 2, eerste lid, van de wet;

3° wanneer de beslissing tot toekenning getroffen werd op grond van voorlopige of evoluerende elementen;

4° vijf jaar na de eerste ingangsdatum van de laatste beslissing waarbij een tegemoetkoming wordt toegekend. Deze herziening heeft nochtans geen betrekking op de beoordeling van het vermogen tot verdienen of van de graad van zelfredzaamheid.

Art. 22. De herziening wordt onderzocht overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 8, 10, 16, 17 en 18.

Art. 23. § 1. Onverminderd de toepassing van de volgende paragrafen, wanneer er aanleiding toe bestaat, heeft de herziening op aanvraag uitwerking de eerste dag van de maand die volgt op de datum van indiening van de aanvraag.

§ 2. Lors de la déclaration de nouveaux éléments qui peuvent entraîner une diminution ou une suppression du droit à l'allocation ou une suspension du paiement de celle-ci ou lors de la constatation, sans déclaration, d'une modification dans la situation du bénéficiaire qui peut entraîner les mêmes conséquences, la décision y faisant suite sort ses effets le premier jour du mois qui suit la déclaration ou la constatation.

§ 3. Les révisions effectuées en application de l'article 21, 3^o ou 4^o, sortent leurs effets le premier jour du mois qui suit la notification.

§ 4. Sans préjudice des dispositions des paragraphes précédents, la révision sort ses effets le premier jour du mois qui suit le jour où une ou plusieurs des circonstances suivantes sont réalisées dans le chef du bénéficiaire :

- modification de la nationalité;
- modification de l'état civil, établissement en ménage au sens de l'article 7, le fait que plus aucun enfant n'est encore à charge;
- départ à l'étranger;
- placement ou séjour, de plus de trois mois, dans une institution.

La révision ne peut avoir effet avant la date de prise de cours de la décision qui attribue pour la première fois une allocation.

Art. 24. Le Ministère des Finances est chargé du paiement de l'allocation de remplacement de revenus et de l'allocation d'intégration.

Art. 25. § 1. Les allocations sont payées par mois et par douzièmes. Le paiement en est effectué au moyen d'assignations postales dont le montant est payable à domicile, en mains du bénéficiaire.

Toutefois les allocations sont payées :

- a) au tuteur lorsque le bénéficiaire est interdit;
- b) à l'administrateur provisoire désigné en application de l'article 1246 du Code judiciaire lorsque le bénéficiaire est en instance d'interdiction;
- c) à l'administrateur provisoire désigné par la commission de défense sociale ou désigné par le juge de paix en application de l'article 29 de la loi du 1^{er} juillet 1964;
- d) à la personne qui exerce la puissance parentale lorsque le bénéficiaire est un mineur d'âge soumis exclusivement à la puissance parentale ou lorsqu'il s'agit soit d'un mineur, soit d'un majeur qui, en application de l'article 487bis du Code civil a été placé sous statut de minorité prolongée;
- e) au tuteur lorsqu'il s'agit d'un mineur d'âge qui est soumis soit exclusivement à la tutelle, soit simultanément à la puissance parentale et à la tutelle, ou lorsqu'il s'agit soit d'un mineur, soit d'un majeur qui, en application de l'article 487bis du Code civil, a été placé sous statut du minorité prolongée;
- f) à l'administrateur provisoire spécial ou général désigné par le juge de paix en application respectivement des articles 29 et 30 de la loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés, lorsque le bénéficiaire est séquestré à domiciliée ou placé dans un établissement d'aliénés.

§ 2. Les personnes auxquelles le Ministère des Finances octroie une allocation peuvent, sur demande, recevoir cette allocation à un compte personnel ouvert au nom du bénéficiaire auprès d'un des établissements financiers visés à l'alinéa 3, à condition que celui-ci ait conclu une convention avec le Ministre, qui en a approuvé le modèle.

Cette convention déterminera notamment les responsabilités distinctes du Ministère de la Prévoyance sociale et de l'établissement financier en vue d'assurer un virement régulier des mensualités de l'allocation et un créditement régulier du compte de la personne handicapée. Elle fixera également les garanties à donner par l'établissement financier au Ministère de la Prévoyance sociale, relatives au remboursement de montants versés indûment.

Il y a lieu d'entendre par établissements financiers visés à l'alinéa précédent :

1. les banques installées en Belgique;
2. les établissements et entreprises visés respectivement à l'article 1^{er}, alinéa 2, 1^o et 3^o, de l'arrêté royal n^o 185 du 9 juillet 1935 relatif au contrôle bancaire et au régime d'émission de titres et valeurs;
3. l'administration des chèques postaux.

§ 2. Bij aangifte van nieuwe gegevens die het recht op tegemoetkoming kunnen doen verminderen of wegvallen of de uitbetaling ervan opschorten of bij vaststelling zonder aangifte van een wijziging in de toestand van de gerechtigde, die tot dezelfde gevolgen kan leiden, heeft de tengevolge hiervan genomen beslissing uitwerking op de eerste dag van de maand die volgt op de aangifte of vaststelling ervan.

§ 3. De herzieningen bij toepassing van artikel 21, 3^o of 4^o, hebben uitwerking op de eerste dag van de maand volgend op de betekening.

§ 4. Onverminderd de bepalingen van vorige paragrafen heeft de herziening uitwerking op de eerste dag van de maand die volgt op de dag waarop één of meer der volgende omstandigheden gerealiseerd worden in hoofde van de gerechtigde :

- wijziging van nationaliteit;
- wijziging van burgerlijke staat, het vormen van een huishouden in de zin van artikel 7, het feit dat geen kind nog ten laste is;
- vertrek naar het buitenland;
- plaatsing of verblijf van meer dan drie maanden, in een instelling.

De herziening kan geen uitwerking hebben voor de ingangsdatum van de beslissing waarbij voor de eerste maal een tegemoetkoming wordt toegekend.

Art. 24. Het Ministerie van Financiën is belast met de uitbetaling van de inkomensvervangende tegemoetkoming en van de integratie-tegemoetkoming.

Art. 25. § 1. De tegemoetkomingen worden per maand en per twaalfden uitbetaald. De uitbetaling ervan wordt uitgevoerd door postassignaties waarvan het bedrag ten huize betaalbaar is in handen van de gerechtigde.

Nochtans gebeurt de uitbetaling der tegemoetkomingen :

- a) aan de voogd, wanneer de gerechtigde onbekwaam is verklaard;
- b) aan de bij toepassing van artikel 1246 van het Gerechtelijk Wetboek aangestelde voorlopige bewindvoeder wanneer de onbekwaamverklaring van de gerechtigde is gevorderd;
- c) aan de voorlopige bewindvoeder aangesteld door de commissie voor sociale bescherming of door de vrederechter bij toepassing van artikel 29 van de wet van 1 juli 1964;
- d) aan de persoon die de ouderlijke macht uitoefent wanneer de gerechtigde een minderjarige is die uitsluitend onder de ouderlijke macht staat of wanneer het een minderjarige of een meerderjarige betreft, die, bij toepassing van artikel 487bis van het Burgerlijk Wetboek, in staat van verlengde minderjarigheid is geplaatst;
- e) aan de voogd wanneer het een minderjarige betreft die hetzij uitsluitend onder voogdij, hetzij tegelijkertijd onder de ouderlijke macht en onder voogdij staat, of wanneer het een minderjarige of een meerderjarige betreft die, bij toepassing van artikel 487bis van het Burgerlijk Wetboek, in staat van verlengde minderjarigheid is geplaatst;
- f) aan de bijzondere of algemene voorlopige bewindvoeder die door de vrederechter is benoemd bij toepassing van respectievelijk de artikelen 29 en 30 van de wet van 18 juni 1850 op de regeling voor de krankzinnigen, wanneer de gerechtigde in zijn woning is afgezonderd of in een krankzinnigengesticht is geplaatst.

§ 2. De personen aan wie het Ministerie van Financiën een tegemoetkoming uitkeert kunnen op hun aanvraag die uitkering bekomen op een persoonlijke rekening geopend bij een van de in het derde lid beoogde financiële instellingen, op voorwaarde dat deze met de Minister een overeenkomst gesloten heeft, waarvan het model door deze laatste werd goedgekeurd.

Die overeenkomst zal inzonderheid de onderscheiden verantwoordelijkheden van het Ministerie van Sociale Voorzorg en van de financiële instelling bepalen, om de regelmatigheid van de overschrijving der maandelijksse termijnen van de tegemoetkoming en van de creditering van de rekening van de gehandicapte te verzekeren. Zij zal eveneens de waarborgen vastleggen die de financiële instelling aan het Ministerie van Sociale Voorzorg moet geven betreffende de terugbetaling van ten onrechte gestorte bedragen.

Onder de financiële instellingen, waarvan sprake is in voorgaand lid, moet worden verstaan :

1. de in België gevestigde banken;
2. de instellingen en ondernemingen respectievelijk bedoeld in artikel 1, tweede lid, 1^o en 3^o, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime van titels en effecten;
3. het Bestuur der postchecks.

§ 3. La demande visée au § 2, alinéa 1er, doit être adressée au Ministère de la Prévoyance sociale au moyen d'un formulaire dont le libellé est établi par le Ministre. L'établissement financier peut adapter ce formulaire à ses propres nécessités, pour autant qu'il en respecte scrupuleusement le contenu.

Ce formulaire doit être rédigé en triple exemplaire. Un exemplaire sera renvoyé au handicapé, pourvu de l'accord du Ministère de la Prévoyance sociale, un autre sera envoyé à l'établissement financier.

§ 4. Le handicapé peut, à tout moment, renoncer au paiement de ses allocations par virement, au moyen d'une lettre recommandée à la poste adressée au Ministère de la Prévoyance sociale.

Art. 26. Le paiement de l'allocation de remplacement de revenus et de l'allocation d'intégration s'effectue annuellement, en décembre, pour les arrérages échus au cours de l'année, lorsque le montant global à payer par mois est inférieur à 364 francs.

Art. 27. Le montant des allocations à payer est fixé en négligeant les fractions de franc qui n'atteignent pas cinquante centimes. Les fractions de franc qui atteignent ou dépassent cinquante centimes sont comptées pour un franc. L'ajustement au franc s'opère sur le montant total à payer.

Art. 28. Pour l'application de l'article 12, § 1er, de la loi les conditions suivantes doivent être remplies :

1. le handicapé doit séjourner dans l'établissement jour et nuit;
2. le handicapé n'est pas placé dans une famille;
3. la durée de l'accueil est de trois mois successifs au moins.

Le handicapé visé à l'article 12, § 1er, de la loi peut obtenir l'allocation d'intégration complète pour les périodes pendant lesquelles il ne séjourne pas dans une institution, si ces périodes atteignent une durée totale d'au moins septante-cinq jours au cours d'une année civile.

Art. 29. Les allocations ne sont pas payées pendant la durée de leur détention ou de leur internement aux handicapés détenus dans les prisons ou internés dans un établissement de défense sociale ou un dépôt de mendicité.

Les intéressés peuvent toutefois prétendre aux allocations afférentes à la période de leur détention préventive à condition pour eux d'établir qu'ils ont été acquittés par une décision de justice coulée en force de chose jugée du chef de l'infraction qui a donné lieu à cette détention. Il en est de même dans les cas de non-lieu et de mise hors cause.

Art. 30. Lorsqu'une prestation, visée à l'article 13, § 1er, de la loi, est liquidée sous forme de capital ou de valeur de rachat, sa contreva-leur en prestation périodique est prise en compte à concurrence de la rente viagère résultant de leur conversion suivant le pourcentage indiqué au tableau ci-après en regard de l'âge du bénéficiaire à la date à laquelle le capital ou la valeur de rachat lui est payée ou attribuée, cet âge étant fixé en années entières et en négligeant les fractions d'années :

Age de bénéficiaire à la date de paiement ou d'attribution du capital ou de la valeur de rachat	Pourcentage de conversion en rente viagère des capitaux ou valeurs de rachat
40 ans et moins	1
41 à 45 ans	1,5
46 à 50 ans	2
51 à 55 ans	2,5
56 à 58 ans	3
59 et 60 ans	3,5
61 et 62 ans	4
63 et 64 ans	4,5
65 ans et plus	5

Art. 31. En cas d'application de l'article 13, § 2, de la loi, le demandeur de l'avance doit indiquer sur quelles prestations ou indemnités il souhaite obtenir une avance, par qui celles-ci sont, selon son avis, dues, et pour quelle période. Il doit avertir le Ministre dès qu'il obtient ces prestations ou indemnités.

L'avance n'est pas accordée pour des périodes antérieures à la demande.

Le montant de celle-ci s'élève au maximum au montant de l'allocation de remplacement de revenus, compte tenu des éléments déjà établis dans le dossier.

§ 3. De aanvraag beoogd in § 2, eerste lid, moet gericht worden aan het Ministerie van Sociale Voorzorg door middel van een formulier waarvan de inhoud door de Minister is vastgesteld. De financiële instelling mag dit formulier aan haar eigen noodwendigheden aanpassen, voor zover zij er nauwgezet de inhoud van oerbiedigt.

Dit formulier moet in drie exemplaren opgesteld worden. Een exemplaar, voorzien van het akkoord van het Ministerie van Sociale Voorzorg, wordt teruggestuurd naar de gehandicapte, een ander naar de financiële instelling.

§ 4. De gehandicapte kan op ieder ogenblik door middel van een aangekend schrijven gericht aan het Minister van Sociale Voorzorg de betaling van zijn uitkeringen via overschrijving verzaken.

Art. 26. De uitkering van de inkomensvervangende tegemoetkoming en van de integratietegemoetkoming gebeurt jaarlijks in december voor de in de loop van het jaar vervallen termijnen, wanneer het per maand te betalen globaal bedrag lager is dan 364 frank.

Art. 27. Het bedrag van de uit te betalen tegemoetkomingen wordt vastgesteld zonder rekening te houden met de frankgedeelten beneden de vijftig centiemen. De frankgedeelten van vijftig centiemen en meer worden voor één frank gerekend. De afronding op de frank geschiedt op het uit te betalen totaal bedrag.

Art. 28. Voor de toepassing van artikel 12, § 1, van de wet moet tegelijk voldaan zijn aan volgende voorwaarden :

1. de gehandicapte moet zowel overdag als 's nachts in de instelling verblijven;
2. de gehandicapte is niet geplaatst in een gezin;
3. de duur van de opname bedraagt minstens drie opeenvolgende maanden.

De gehandicapte bedoeld in artikel 12, § 1, van de wet kan de volledige integratietegemoetkoming bekomen voor de perioden tijdens welke hij niet in een instelling verblijft, indien die perioden een totale duur van ten minste vijfenzeventig dagen bereiken in de loop van een kalenderjaar.

Art. 29. De tegemoetkomingen worden niet uitbetaald voor de duur van hun gevangenschap of opsluiting aan de gehandicapten die in gevangnissen zijn opgesloten of die in een gesticht tot bescherming van de maatschappij of in een bedelaarskolonie zijn opgenomen.

De belanghebbenden mogen evenwel aanspraak maken op de tegemoetkomingen die betrekking hebben op de periode van hun voorlopige hechtenis op voorwaarde dat zij van het misdrijf dat tot die hechtenis aanleiding heeft gegeven bij een in kracht van gewijsde getreden gerechtelijke uitspraak werden vrijgesproken. Hetzelfde geldt voor de gevallen van buitenvervolginstelling of van buitenzaakstelling.

Art. 30. Ingeval een uitkering, bedoeld in artikel 13, § 1, van de wet, werd uitgekeerd onder de vorm van een kapitaal of afkoopwaarde wordt zijn tegenwaarde in periodieke uitkering in aanmerking genomen ten belope van de lijfrente die bekomen wordt uit hun omzetting tegen het procent dat in de onderstaande tabel is vermeld tegenover de leeftijd van de verkrijger op de datum waarop het kapitaal of de aankoopwaarde hem wordt betaald of toegekend, welke leeftijd in volle jaren en met weglating van de gedeelten van een jaar wordt vastgesteld :

Leeftijd van de verkrijger op de datum van betaling of toekenning van kapitaal of afkoopwaarde	Percent voor omzetting van kapitaal of afkoopwaarde in lijfrente
40 jaar en minder	1
41 tot 45 jaar	1,5
46 tot 50 jaar	2
51 tot 55 jaar	2,5
56 tot 58 jaar	3
59 en 60 jaar	3,5
61 en 62 jaar	4
63 en 64 jaar	4,5
65 jaar en meer	5

Art. 31. In geval van toepassing van artikel 13, § 2, van de wet moet de aanvrager van het voorschot aanduiden op welke uitkeringen of vergoedingen hij een voorschot wenst te bekomen, door wie deze naar zijn mening verschuldigd zijn en voor welke periode. Hij moet de Minister verwittigen van zodra hij de uitkeringen of vergoedingen bekomt.

Het voorschot wordt niet toegekend voor perioden voorafgaand aan de aanvraag.

Het bedrag ervan belooft hoogstens het bedrag van de inkomensvervangende tegemoetkoming, rekening houdend met de reeds vaststaande gegevens van het dossier.

Art. 32. Pour l'application de l'article 14 de la loi les montants mentionnés aux articles 4, 5 et 26 sont déjà adaptés à l'indice des prix à la consommation 132,65.

Art. 33. En cas de décès du bénéficiaire de l'allocation, les termes échus et non payés sont payés d'office au conjoint avec lequel le bénéficiaire cohabitait au moment de son décès.

A défaut du conjoint visé à l'alinéa premier, les termes échus et non payés de mois antérieurs celui du décès, sont versés dans l'ordre ci-après :

- 1° aux enfants avec lesquels le bénéficiaire vivait au moment de son décès;
- 2° aux père et mère avec lesquels le bénéficiaire vivait au moment de son décès;
- 3° à toute personne avec qui le bénéficiaire vivait au moment de son décès;
- 4° à la personne qui est intervenue dans les frais d'hospitalisation;
- 5° à la personne qui a acquitté les frais funéraires.

Les arrérages échus et non payés à un bénéficiaire décédé sont versés d'office à l'ayant droit visé à l'alinéa premier, et à défaut de celui-ci, aux ayants droit visés au deuxième alinéa, 1°, et à défaut de ceux-ci, aux ayants droit visés au deuxième alinéa, 2°.

Les autres ayants droit énumérés ci-dessus qui désirent obtenir la liquidation, à leur profit, des arrérages échus et non payés à un bénéficiaire décédé, doivent adresser une demande au Ministre.

La demande datée et signée doit être établie sur une formule conforme au modèle déterminé par le Service des Allocations aux handicapés; le bourgmestre de la commune, où le défunt était inscrit dans le registre de la population, certifie l'exactitude des renseignements qui sont mentionnés sur la formule et la contresigne.

Sous peine de forclusion, les demandes de paiement d'arrérages doivent être introduites dans un délai de six mois. Ce délai prend cours le jour du décès du bénéficiaire ou le jour de l'envoi de la notification de la décision, si celle-ci a été envoyée après le décès.

Lorsque la notification est renvoyée à l'expéditeur en raison du décès du bénéficiaire, une nouvelle notification est envoyée au bourgmestre de la commune où le défunt était inscrit dans le registre de la population. Le bourgmestre fait parvenir cette notification à la personne qui, en vertu du premier ou du deuxième alinéa, entre en ligne de compte pour le paiement des arrérages.

Art. 34. Le Ministre peut, dans des cas dignes d'intérêt et sur avis de la Commission d'aide sociale aux handicapés, renoncer en tout ou en partie à la récupération d'allocation payées indûment lorsque le débiteur n'a commis aucune faute ou négligence.

Art. 35. La Commission d'aide sociale aux handicapés comporte une section française et une section néerlandaise.

Chaque section comprend un président et sept membres spécialement qualifiés en raison de leur participation aux activités d'organisations s'intéressant aux handicapés ou en raison de leurs activités sociales.

Les présidents et les membres sont nommés par Nous, pour un terme de six ans.

Le président ou le membre nommé en remplacement d'un président ou d'un membre décédé ou démissionnaire achève le mandat de celui-ci.

Un fonctionnaire représentant le Ministre assiste aux réunions avec voix consultative.

Le secrétariat de chaque section est assumé par un fonctionnaire désigné par le Ministre.

Art. 36. La Commission donne son avis dans les trente jours sur toutes questions qui lui sont soumises par le Ministre.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de parité de voix, celle du président est prépondérante.

Art. 37. Les présidents, les membres et le fonctionnaire représentant le Ministre ont droit à un jeton de présence. Les secrétaires bénéficient d'une indemnité.

Les montants du jeton de présence et de l'indemnité sont identiques à ceux du Conseil supérieur national des handicapés.

Les présidents et les membres de la Commission obtiennent, le cas échéant, des indemnités de séjour et le remboursement de leurs frais de déplacement, conformément à la réglementation applicable aux fonctionnaires de rang 13 des ministères.

Art. 32. Voor de toepassing van artikel 14 van de wet zijn de bedragen, vermeld in de artikelen 4, 5 en 26 reeds aangepast aan het indexcijfer der consumptieprijzen 132,65.

Art. 33. In geval van overlijden van de gerechtigde op een tegemoetkoming, worden de vervallen en niet uitbetaalde termijnen van ambtswege uitbetaald aan de echtgenoot met wie de gerechtigde samenleefde op het ogenblik van zijn overlijden.

Bij ontstentenis van de in het eerste lid bedoelde echtgenoot worden de vervallen en niet uitbetaalde termijnen van de maanden voorafgaand aan deze van het overlijden, uitbetaald in volgende orde :

- 1° aan de kinderen met wie de gerechtigde leefde op het ogenblik van zijn overlijden;
- 2° aan de vader en de moeder met wie de gerechtigde leefde op het ogenblik van zijn overlijden;
- 3° aan ieder persoon met wie de gerechtigde leefde op het ogenblik van zijn overlijden;
- 4° aan de persoon die in de verplegingskosten tussenbeide kwam;
- 5° aan de persoon die de begrafeniskosten betaalde.

De vervallen en aan de overleden gerechtigde niet uitbetaalde termijnen worden van ambtswege aan de in het eerste lid beoogde rechthebbende en bij ontstentenis van deze, aan de in het tweede lid, 1° beoogde rechthebbenden, en bij ontstentenis van deze aan de in het tweede lid, 2°, beoogde rechthebbende uitbetaald.

De overige hierboven vermelde rechthebbenden, die de vereffening van de vervallen en aan een overleden gerechtigde niet uitgekeerde termijnen te hunnen voordele verlangen, moeten een aanvraag tot de Minister richten.

De aanvraag, die gedagtekend en ondertekend is, moet opgemaakt worden volgens een formulier conform het door de Dienst voor Tegemoetkomingen aan gehandicapten vastgesteld model; de burgemeester van de gemeente waar de overledene was ingeschreven in het bevolkingsregister bevestigt de juistheid van de op het formulier vermelde gegevens en ondertekent dit mede.

Op straffe van verval moeten de aanvragen tot uitbetaling van termijnen ingediend worden binnen een termijn van zes maanden. Die termijn gaat in op de dag van het overlijden van de gerechtigde of op de dag van de verzending van de kennisgeving van de beslissing, indien deze na het overlijden verzonden werd.

Wanneer de kennisgeving aan de afzender teruggezonden wordt wegens het overlijden van de gerechtigde, wordt een nieuwe kennisgeving gezonden aan de burgemeester van de gemeente waar de overledene was ingeschreven in het bevolkingsregister. De burgemeester bezorgt deze kennisgeving aan de persoon, die krachtens het eerste of tweede lid, voor de uitbetaling van de termijnen in aanmerking komt.

Art. 34. De Minister kan, in belangwekkende gevallen en na advies van de Commissie voor sociaal hulpbetoon aan de gehandicapten, voor het geheel of voor een gedeelte afzien van de terugvordering van de tegemoetkomingen die ten onrechte uitbetaald werden, ingeval de schuldenaar geen enkele fout of nalatigheid treft.

Art. 35. De Commissie voor sociaal hulpbetoon aan gehandicapten omvat een Franstalige en een Nederlandstalige afdeling.

Elke afdeling is samengesteld uit een voorzitter en zeven leden die, uit hoofde van hun deelneming aan de activiteiten van instellingen die zich met gehandicaptenzorg bezighouden of wegens hun sociale activiteiten, daartoe bijzonder geschikt zijn.

De voorzitters en de leden worden door Ons benoemd voor een termijn van zes jaar.

De voorzitter of het lid dat ter vervanging van een overleden of uittreidend voorzitter of lid wordt benoemd, voleindigt diens mandaat.

Een ambtenaar, vertegenwoordiger van de Minister, woont de vergadering bij. Hij heeft raadgevende stem.

Het secretariaat van elke afdeling wordt waargenomen door een ambtenaar, aangewezen door de Minister.

Art. 36. De Commissie geeft haar advies binnen dertig dagen over alle aangelegenheden welke haar door de Minister voorgelegd worden.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Art. 37. De voorzitters, de leden en de ambtenaar-vertegenwoordiger van de Minister hebben recht op een presentiegeld. De secretarissen genieten een vergoeding.

De bedragen van presentiegeld en vergoeding zijn dezelfde als deze voor de Nationale Hoge Raad voor de gehandicapten.

De voorzitters en de leden van de Commissie bekomen bij voorkomend geval verblijfsvergoedingen en de terugbetaling van de reiskosten, overeenkomstig de reglementering die geldt voor de ambtenaar van rang 13 van de ministeries.

Art. 38. La première révision qui prend place au plus tôt avec effet au 1er juillet 1987, est considérée comme comportant une demande en révision de l'appréciation de la capacité de gain et du degré d'autonomie, nonobstant la disposition de l'article 21, 4^e, dernière phrase.

Art. 39. Par dérogation à l'article 24, l'Office national des pensions reste chargé, en matière d'allocations aux handicapés, des tâches qui lui étaient confiées avant l'entrée en vigueur de la loi, pour tous les cas individuels, aussi longtemps qu'aucune décision n'est entrée en vigueur en application du régime introduit par la loi.

Art. 40. La loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés et l'arrêté royal n° 536 modifiant la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés entrent en vigueur le 1er juillet 1987.

Art. 41. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1987 à l'exception des articles 16, alinéa 2 et 25, §§ 2 à 4, qui entrent en vigueur à une date ultérieure à fixer par Nous.

Art. 42. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 juillet 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique
et à la Politique des Handicapés,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Art. 38. De eerste herziening welke, ten vroegste met ingang van 1 juli 1987 plaatsgrijpt wordt geacht een aanvraag tot herziening van de beoordeling van het vermogen tot verdienen en van de graad van zelfredzaamheid te omvatten, ongeacht de bepaling van artikel 21, 4^e, laatste zin.

Art. 39. In afwijking van de bepaling van artikel 24 blijft de Rijksdienst voor pensioenen inzake tegemoetkomingen aan gehandicapten belast met de taken welke hem waren toebedeeld voor de inwerkingtreding van de wet, voor alle individuele gevallen, zolang geen beslissing van kracht wordt, genomen in toepassing van de regeling welke door de wet wordt ingevoerd.

Art. 40. De wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten en het koninklijk besluit nr. 536 tot wijziging van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten treden in werking op 1 juli 1987.

Art. 41. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1987 met uitzondering van de artikelen 16, tweede lid en 25, §§ 2 tot 4, welke op een vast te stellen latere datum in werking treden.

Art. 42. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 juli 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid
en Gehandicaptenbeleid,
Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Statut des résistants par la presse clandestine Nomination

Par arrêté ministériel du 11 mai 1987 est nommé :

- président à la commission de contrôle des résistants par la presse clandestine, d'expression néerlandaise :
- **M. W. Bonne**, juge de paix suppléant à Kruishoutem.

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Statuut van de weerstanders door de sluikpers Benoeming

Bij ministerieel besluit van 11 mei 1987 wordt benoemd :

- tot voorzitter bij de controlecommissie voor de weerstanders door de sluikpers te Brussel, van de Nederlandse taalrol :
- de heer **W. Bonne**, plaatsvervangend vrederechter te Kruishoutem.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Commissaires de police. — Nomination

Par arrêté royal du 3 juin 1987, **M. Jacques André**, est nommé commissaire de police de la ville de Mons (arrondissement de Mons).

Par arrêté royal du 16 juin 1987, **M. Decoster, Victor**, est nommé commissaire de police de la commune de Saint-Gilles (arrondissement de Bruxelles-Capitale).

Par arrêté royal du 16 juin 1987, **M. Vercoutter, Walter**, est nommé commissaire de police de la commune de Schaerbeek (arrondissement de Bruxelles-Capitale).

Par arrêté royal du 17 juin 1987, **M. Van Lommel, Jozef**, est nommé commissaire de police de la commune de Meerhout (arrondissement Turnhout).

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN OPENBAAR AMBT

Politiecommissarissen. — Benoeming

Bij koninklijk besluit d.d. 3 juni 1987 is de heer **Jacques André**, benoemd tot politiecommissaris van de stad Bergen (arrondissement Bergen).

Bij koninklijk besluit d.d. 16 juni 1987 is de heer **Decoster, Victor**, benoemd tot politiecommissaris van de gemeente Sint-Gillis (arrondissement Brussel-Hoofdstad).

Bij koninklijk besluit d.d. 16 juni 1987 is de heer **Vercoutter, Walter**, benoemd tot politiecommissaris van de gemeente Schaerbeek (arrondissement Brussel-Hoofdstad).

Bij koninklijk besluit d.d. 17 juni 1987 is de heer **Van Lommel, Jozef**, benoemd tot politiecommissaris van de gemeente Meerhout (arrondissement Turnhout).